



FREUNDE DER VERFASSUNG  
AMIS DE LA CONSTITUTION  
AMICI DELLA COSTITUZIONE  
AMITGS DALLA COSTITUZIUN

Berne, le 28 octobre 2022

## À nos représentants au Conseil national et au Conseil des États

Madame, Monsieur

Le 10 octobre 2022, Janine Small, une responsable de Pfizer, a reconnu devant le Parlement européen que le vaccin contre le Covid n'avait jamais fait l'objet d'études pour savoir s'il empêchait la contagion.

Trois jours plus tard, la Commission européenne le confirmait lors d'une audition officielle: **la vaccination ne protège ni de la transmission ni de l'infection.**

### Ce que nous vous demandons:

**Au vu de ce scandale, nous vous demandons instamment d'assumer enfin la mission de surveillance de l'exécutif qui vous incombe en qualité de parlementaire.**

D'après l'art. 169 de la Constitution fédérale, vous exercez «la haute surveillance sur le Conseil fédéral et l'administration fédérale, les tribunaux fédéraux et les autres organes ou personnes auxquels sont confiées des tâches de la Confédération.»

Vous vous devez d'intervenir.

Se basant sur une désinformation massive, le Conseil fédéral et les instances responsables ont tenté d'obliger des millions de personnes à se faire vacciner, et ce à plusieurs reprises.

Dans une violation manifeste de plusieurs droits fondamentaux, ceux qui refusaient de participer à ce qu'il faut bien appeler une expérience sur l'être humain ont été exclus de la vie en société,

Constamment insultés et dénigrés dans les médias, traités d'égoïstes, d'«antivax», la conseillère d'État zurichoise Natalie Rickli voulait qu'ils renoncent à être soignés à l'hôpital et le conseiller aux États Thierry Burkart qu'ils «passent après les autres» dans les services de soins intensifs. Ruth Humbel, conseillère nationale, proposait que les personnes non vaccinées rédigent des directives anticipées attestant qu'elles renonçaient aux soins intensifs en cas de forme grave. Ces quelques exemples parmi d'autres tout aussi préoccupants sont révélateurs de la violence qui s'est déchaînée contre les non-vaccinés.

Nous vous demandons également...

**...d'agir au plus vite pour que toute la lumière soit faite, en toute indépendance, sur les souffrances engendrées par les mesures étatiques concernant le Covid-19 et qu'une réparation complète ait lieu.**

En plus du tort causé aux personnes, le Conseil fédéral a gaspillé des milliards de deniers publics. Il a commandé les doses vaccinales alors que des études avaient déjà révélé de sérieux doutes quant au vaccin. Les entreprises pharmaceutiques ont engrangé des bénéfices astronomiques sur la base de contrats qui n'ont à l'heure actuelle toujours pas été dévoilés. Là aussi, nous exigeons une transparence totale.

Pendant ce temps, les personnes vaccinées ont encouru le risque de souffrir d'effets secondaires, sans bénéficier d'une quelconque protection vaccinale. Tout le monde a pu constater que l'on tombait malade malgré le vaccin et le booster, ou peut-être même à cause d'eux. De plus, il n'est pas prouvé non plus que le vaccin protège des formes graves, comme certains l'affirment aujourd'hui.

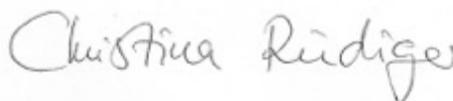
**Tout le récit officiel autour du vaccin anti-Covid s'avère mensonger.**

La société dans son ensemble en a subi, et en subit toujours, des conséquences incalculables. Il ne tient qu'à vous d'assumer votre responsabilité politique et de veiller à un réexamen sans concessions et en toute transparence de ce qui s'est passé.

Avec nos meilleures salutations



Prisca Guanter  
Co-Présidente



Dr. Christina Rüdiger  
Membre du Comité

